

"Un compromis" dans Le Monde (4 décembre 1969)

Légende: Le 4 décembre 1969, le quotidien français Le Monde souligne les efforts conjoints du chancelier allemand Willy Brandt et du président français Georges Pompidou pour faire du sommet européen de La Haye un succès diplomatique.

Source: Le Monde. dir. de publ. BEUVE-MÉRY, Hubert. 04.12.1969, n° 7 742; 26e année. Paris: Le Monde.

Copyright: (c) Le Monde

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"un_compromis"_dans_le_monde_4_decembre_1969-fr-6abf6f5a-3019-469c-873a-f5a36e16edf0.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 15/09/2012

Un compromis

Qui aurait cru possible un accord comme celui de La Haye il y a quelques mois, alors que la suspicion ravageait l'Europe? Mardi matin, encore, le décalage entre les discours apparaissait tel que plusieurs délégations ne cachaient pas leur pessimisme. Et puis s'est produit ce qui eût été sans doute difficilement concevable sous le général de Gaulle. Le président de la République, au lieu de chercher à imposer à tout prix ses vues, s'est rallié à un compromis. Il a obtenu la promesse d'un règlement financier avant la fin de l'année - ce qui constituait son objectif principal, - mais il a dû céder sur son refus tant de fois affirmé de fixer une date pour l'ouverture des pourparlers sur l'élargissement de la Communauté.

Le chef de l'Etat avait pour s'opposer à cette fixation un argument très fort: rien n'assure qu'avant le 1^{er} juillet prochain les Six se seront mis d'accord sur les termes du mandat qu'ils devront donner aux négociateurs. Le risque existe donc qu'ils abordent la discussion en ordre dispersé. D'où la nécessité de renforcer auparavant la C.E.E., de manière que la soudaine infusion de «vent du large» que provoquera nécessairement l'arrivée d'impétrants tous plus libre-échangistes les uns que les autres ne remette pas en cause le principe de préférence communautaire sur lequel repose le Marché commun.

C'est évidemment dans cet esprit que le président de la République a mis en avant un certain nombre de suggestions concrètes auxquelles on ne saurait qu'applaudir. On notera au passage, à ce propos, le champ pris par rapport au général. Alors que celui-ci avait constamment guerroyé contre l'Euratom, son successeur n'hésite pas à préconiser un plan très étendu allant de l'adoption d'un programme de recherche à la construction en commun d'une usine de séparation isotopique. Ces propositions ont été bien accueillies par nos partenaires, mais on notera que seule la recherche est explicitement mentionnée dans le communiqué.

Celui-ci relève comme sujet à étudier le fonds de réserve européen dont M. Brandt avait parlé lundi, mais il est muet sur la proposition française de déléguer un porte-parole commun au F.M.I., pas en avant considérable dont l'adoption aurait évidemment témoigné de la réalité de la solidarité européenne.

Enfin le communiqué répète à plusieurs reprises les finalités politiques de la Communauté et emploie des termes comme «intégration» ou «Université européenne» qui n'étaient pas en odeur de sainteté au début de l'année à Paris. Ce n'est pas ici qu'on le regrettera. Ce qu'on peut regretter, en revanche, c'est la sorte de timidité qui a retenu M. Pompidou, dont l'engagement européen s'est par ailleurs si nettement marqué, de profiter de la chance exceptionnelle qui lui était offerte de montrer la voie à toute l'Europe. En y renonçant, soit par naturelle prudence, soit par souci de ne pas mécontenter sa majorité, il a laissé la vedette de la conférence à M. Willy Brandt, qui a su trouver les accents de l'homme d'Etat inspiré et pourra se vanter auprès de ses compatriotes d'avoir fait céder Paris sur la question de la candidature britannique.

La personnalité du chancelier fédéral est hors de question, et c'est même une sorte de miracle que de voir un tel homme à la tête de son pays vingt-quatre ans après la mort du Führer. Mais il va de soi que tout ce qui peut contribuer à accréditer l'impression d'une prépondérance allemande dessert la cause de l'unité de l'Europe. Il eût été facile au général de Gaulle, jadis, de prendre la tête du mouvement. La tâche de M. Pompidou, à La Haye, était certes moins aisée. L'impression demeure cependant qu'une occasion s'offrait à lui et à notre pays qui risque de ne pas se représenter de sitôt.